

AFRICA DATA REVOLUTION - RESEARCH HANDBOOK FR

Iglesias, Carlos;

;

© 2019, WORLD WIDE WEB FOUNDATION



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

IDRC Grant/ Subvention du CRDI: 108347-001-Measuring the supply, use, and impact of open data



Rapport sur la Révolution des Données en Afrique

Disponibilité, Utilisation et Impact des Données Ouvertes

Manuel de Recherche - v1.1 23 avril 2018

Bienvenue dans le Manuel du Rapport sur la révolution des données en Afrique et merci d'avoir participé à cette étude. Ce guide présente le processus d'évaluation du Baromètre des Données ouvertes, y compris des informations sur la méthodologie et **des conseils détaillés question par question** pour être consultés au cours de votre travail dans le cadre du processus de recherche. La copie en ligne la plus récente peut toujours être trouvée en ligne ([The most updated online copy can always be found online.](#))

L'objectif principal de ce manuel est de fournir des références cohérentes comme moyen de **minimiser les interprétations individuelles** et les confusions lors de l'identification de l'évaluation la plus appropriée pour chaque pays sur un indicateur d'enquête d'expert donné.

Ce projet de recherche comporte trois volets principaux : (I) *disponibilité des données* ; (II) *utilisation et impact des données* ; et (III) *disponibilité et ouverture des données*. Ce manuel se concentre sur les premières composantes du couple. Vous trouverez également un autre manuel sur la façon d'évaluer la disponibilité et l'ouverture des données ([handbook on how to assess the availability and openness of data](#)) pour le troisième volet. Un guide de démarrage rapide pour l'outil d'enquête de recherche ([quick start guide for the research survey tool](#)) est également disponible.

Avant de commencer, il est également important de vous familiariser totalement avec [the concept of open government data](#) (le concept de données gouvernementales ouvertes) et [open definition](#) (la définition ouverte). Des informations plus détaillées peuvent être trouvées dans [Open Data Charter Principles](#) (les principes de la charte des données ouvertes).



This research is supported by Open Data for Development (OD4D) program, a partnership funded by Canada's International Development Research Centre (IDRC), the World Bank, United Kingdom's Department for International Development (DFID), and Global Affairs Canada (GAC). This work was carried out with the aid of a grant from the International Development Research Centre (IDRC), Ottawa, Canada.

SECTION 1 - MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

Un chercheur du pays chef de file effectue des recherches documentaires et consulte des informateurs clés pour évaluer les indicateurs pour chacun des pays de l'étude. Ces évaluations initiales sont ensuite révisées par un pair-évaluateur, qui peut signaler certaines questions pour des recherches supplémentaires, des corrections ou des clarifications basées sur les normes décrites dans ce manuel. La direction du projet vérifiera tous les commentaires des examinateurs afin de déterminer quels indicateurs doivent être retournés au chercheur principal pour être renforcés. Ce processus de va-et-vient mènera à un ensemble final d'indicateurs bien documentés et bien fiables.

Il est possible de répondre à plusieurs questions de ce sondage à partir de sources en ligne, de documents publiés et de recherches documentaires. Dans d'autres cas, vous devrez peut-être interviewer ou consulter des experts en données ouvertes, des ONG, des journalistes, des responsables gouvernementaux ou tout autre acteur afin d'identifier la réponse appropriée à une question. Dans ce cas, vous devez expliquer clairement à ces sources que vous entreprenez des recherches pour le prochain Rapport sur la révolution des données en Afrique ([African Data Revolution Report](#)) et que toutes les réponses qu'elles donnent peuvent être placées dans un ensemble de données publiques ouvertes.

Notes

Il y aura 11 choix de notes de 0 à 10 (tous deux inclus) et plus de 0, 3, 5 et 8 lignes directrices de notation incrémentale contenant des critères de notation détaillés pour guider les chercheurs dans leur sélection de la note la plus appropriée. **L'attribution d'une note de 10 pour un indicateur (question) pour un pays devrait être très rare.** Une note de 10 signifie qu'il n'y a pratiquement aucune marge d'amélioration, ce qui n'est pas le cas dans la grande majorité des cas. Il convient de faire preuve de la même prudence lors de l'attribution d'une note de zéro pour un indicateur. Dans les deux cas, les données probantes doivent être très solides à l'appui des notes aux extrêmes (10 et 0)

Justifications

Pour chaque question, il est très important que les chercheurs fournissent un argument bref et raisonné pour expliquer le choix de la note ainsi que les détails des sources utilisées pour répondre à cette question. Cela aidera les examinateurs à vérifier les réponses données. Vous devez toujours fournir une justification, même lorsque vous notez une question zéro (0). Dans ces cas, vous devez expliquer comment vous avez essayé de trouver les détails demandés dans la question. Par exemple, décrivez les recherches que vous avez effectuées pour trouver une politique de données ouvertes ou un jeu de données particulier qui s'est terminé sans qu'il y ait aucune preuve qu'une politique ou ce jeu de données soit disponible.

Vous devez fournir votre justification, vos sources et vos notes en anglais¹. Les ressources liées peuvent être dans d'autres langues, et vous devriez faire des recherches et chercher des sources dans les langues officielles du pays où vous faites les recherches, le cas échéant. Ces **justifications doivent être écrites en prose claire, et de manière neutre et impersonnelle**, en évitant l'utilisation de la première personne dans la rédaction. Vous devez **créer vos propres justifications basées sur les résultats**, en utilisant des citations de contenu quand c'est nécessaire pour soutenir votre argument, mais ne vous basez pas uniquement sur elles. **Toutes les justifications doivent être autonomes et explicites**, sans références croisées entre elles.

Les sources sont destinées à soutenir et à compléter nos justifications, mais **on devrait pouvoir comprendre pleinement la justification sans regarder les sources. Les notes de bas de page numériques (dans des parenthèses de demi-cercle) dans le texte** seront employées pour indiquer les sources appropriées employées, avec des sources énumérées au bas de la zone de texte. S'il vous plaît, **suivez le format spécifié scrupuleusement**:

Exemple de mise en forme de justifications:

Une justification peut faire référence à plusieurs pages Web **(1)** pour étayer les affirmations faites. Incluez les dates d'accès aux liens Web. Au point pertinent du texte de justification, vous pouvez inclure des références aux notes de bas de page, selon le format normalisé indiqué **(2)**. Un examinateur devrait pouvoir trouver facilement toutes les sources que vous citez ou comprendre les preuves que vous avez à l'appui de chaque énoncé dans votre justification.

Cela permet de garder la prose de la justification claire et de s'assurer que toutes les sources sont listées en un seul endroit au bas de la boîte de justification **(3)**, en commençant par deux ou trois signes vifs (**##**) en-tête de sources.

Utilisez les citations avec modération. Les bonnes justifications dépassent rarement trois à quatre paragraphes et peuvent souvent être plus courtes et plus concises.

L'utilisation de crochets en demi-cercle signifie que le processeur de démarque utilisé dans l'outil d'enquête **(4)** ne déformera pas la mise en page de votre contenu lors de sa présentation à un examinateur.

Sources

(1): http://en.wikipedia.org/wiki/Web_page

¹ S'il vous plaît, utilisez au minimum un outil de vérification de grammaire et d'orthographe avant d'introduire les résultats dans l'outil de sondage si vous en avez besoin.

(2): University of Chicago Press, 2010. The Chicago Manual of Style, 16th Edition.

(3): Skype interview with Hania Farhan, Web Index Team.

(4): <http://daringfireball.net/projects/markdown/>

SECTION 2: QUESTIONS ET STRUCTURE

Cette recherche s'appuie sur la méthodologie précédente du Baromètre des Données Ouvertes ([Open Data Barometer methodology](#)) avec quelques modifications et révisions méthodologiques afin de l'adapter au contexte africain.

Dans l'ensemble, cependant, nous avons cherché à maintenir une certaine cohérence avec les questions utilisées dans le Baromètre. Dans tous les cas, veuillez lire attentivement le guide de la question dans chaque cas et en cas de doute, n'hésitez pas à contacter le coordonnateur du projet à l'adresse suivante carlos.iglesias@webfoundation.org.

QUESTIONS SUR LA DISPONIBILITÉ DES DONNÉES OUVERTES

Our readiness assessment will be based on the [Open Data Charter principles](#). There are many Notre évaluation sera basée sur [Open Data Charter principles](#) (les principes de la Charte des données ouvertes). Il y a beaucoup d'autres domaines politiques qui peuvent chevaucher avec les données ouvertes. Cependant, pour notre analyse contextuelle, il est important de comprendre que les données ouvertes sont **distinctes** sur le plan conceptuel de:

- **Gouvernement ouvert** - alors qu'une politique gouvernementale ouverte peut mentionner des données ouvertes, les deux ne sont pas identiques. Il faut toujours vérifier la discussion explicite des données ouvertes;
- **E-gouvernement** - les politiques de mise en ligne des services gouvernementaux peuvent comporter un élément de données ouvertes, mais dans de nombreux cas, elles donnent uniquement accès à des services spécifiques ou à de petits extraits de données plutôt que de fournir un accès complet aux données lisibles par machine;
- **Partage de données** - les gouvernements peuvent améliorer le partage des données entre les départements, mais avec des limites concernant les personnes avec qui les données sont partagées ou qui peuvent les réutiliser. Les données ne sont ouvertes que quand elles peuvent être réutilisées par n'importe sans restrictions;

- **Libre accès** - le libre accès se concentre principalement sur l'accès aux documents (académiques) et aux publications plutôt que sur l'ensemble des données.

R1) Dans quelle mesure existe-t-il une initiative de données ouvertes gouvernementales, actives et dotées de ressources suffisantes dans le pays? [ADRR.2018.R.INIT]

Preuves et critères de notation et seuils:

<p>Note > 0</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il devrait exister au moins un engagement explicite de la part du gouvernement de publier des données ouvertes ou des sites Web, des documents ou directives officiels faisant référence à des pratiques mondiales de données ouvertes dans le pays, bien qu'aucune politique ou stratégie officielle de données ouvertes ne soit encore mise en place.
<p>Note > 3</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il y a une certaine concordance entre les plans nationaux de développement et les objectifs mondiaux de développement durable. (ODD) (Sustainable Development Goals). • Il devrait y avoir un catalogue national de données, un catalogue de statistiques, un portail central de données ou une plate-forme de rapports sur les OMD permettant d'accéder facilement aux jeux de données disponibles pour réutilisation en un seul endroit. L'accès aux données pourrait être fourni directement sur le catalogue ou simplement indirectement par des pointeurs vers le lieu final où se trouvent les données.
<p>Note > 5</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il devrait y avoir des preuves d'un ou de plusieurs projets pilotes de données gouvernementales ouvertes à petite échelle - un programme mis en place par n'importe quel organisme gouvernemental pour promouvoir la diffusion de données gouvernementales en ligne - même s'il n'a pas encore toutes les ressources nécessaires. • Un ministre délégué ou un ministère s'engage à accroître la transparence du gouvernement et/ou à ouvrir les données. • Des programmes généraux de formation et de sensibilisation aux données ouvertes pour les fonctionnaires sont disponibles pour s'assurer qu'ils sont capables d'utiliser efficacement les données (ouvertes).
<p>Note > 8</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il devrait y avoir des preuves de l'existence d'une initiative nationale de données ouvertes, forte et consolidée, avec des ressources importantes, y compris du personnel dédié et des budgets alloués.

	<ul style="list-style-type: none">• Il devrait y avoir des preuves de l'existence d'une politique ou d'une stratégie nationale ouverte en matière de données ouvertes qui articule les <i>processus, les responsabilités, les calendriers et les ressources</i>, et une institution ou autorité nationale est chargée de son exécution.• Il y a un engagement explicite de la part d'un haut fonctionnaire (par exemple, un ministre du Cabinet) ou du Parlement en faveur d'une initiative de données ouvertes.• L'équipe gouvernementale partage régulièrement son expérience et/ou son expertise technique avec d'autres gouvernements et/ou des organisations internationales ou des initiatives similaires dans le monde entier (par exemple, la Charte Open Data ou l'Open Government Partnership).
--	---

Guide de recherche

de la mise en œuvre des principes de données ouvertes. Les stratégies seront généralement des plans de haut niveau axés sur les objectifs à long terme, les actions et les ressources nécessaires à la réussite, tandis que les plans d'action et les politiques définiront les lignes de conduite spécifiques adoptées pour orienter les décisions vers la mise en œuvre. Nos principes ([principles](#)) de référence de données ouvertes sont ceux proposés par la Charte des données ouvertes ([Open Data Charter](#)):

Principe 1: Ouvert par Défaut;

Principe 2: Opportun et Complet;

Principe 3: Accessible et Utilisable;

Principe 4: Comparable et Interopérable;

Principe 5: Pour une Gouvernance et un Engagement des Citoyens Améliorés

Principe 6: Pour un Développement et une Innovation Inclusifs.

Recherchez des preuves **d'un engagement explicite du gouvernement à ouvrir les données**. Une initiative de données ouvertes est un programme du gouvernement visant à diffuser les données gouvernementales en ligne au public. Il a quatre caractéristiques principales:

1. Le gouvernement divulgue des données ou des informations sans que les citoyens l'aient demandé. Cela peut être selon un calendrier de diffusion ou ad hoc.
2. L'Internet est le principal moyen de divulgation (y compris les applications de téléphonie mobile);
3. Les données sont libres d'accès et de réutilisation, par ex. licences ouvertes;

4. Les données sont dans un format lisible par machine pour permettre une réutilisation sur ordinateur, par ex. formats de feuille de calcul, interfaces de programmation d'application (API), etc.

Les ressources importantes pour une initiative de données gouvernementales ouvertes comprennent un budget suffisant, le personnel et les infrastructures nécessaires pour exécuter le mandat de l'initiative de données ouvertes, y compris le personnel technique ayant les qualifications appropriées pour traiter des questions de données ouvertes.

Remarquez que cette question concerne uniquement les initiatives menées par le **gouvernement national**. Les initiatives de données ouvertes couvrant le pays, mais organisées par une tierce partie, telle que la Banque africaine de développement ou une autre organisation régionale, ne doivent pas être prises en compte, bien que vous puissiez les détailler dans la section «*Notes complémentaires*».

Guide de source

- L'existence de plans d'action, de politiques ou de directives du gouvernement sur les données ouvertes;
- L'existence de politiques supranationales de données ouvertes ou de directives affectant le pays;
- Discours des dirigeants du gouvernement à propos des données ouvertes;
- Discussions avec le gouvernement et les membres de la société civile du mouvement des données ouvertes;
- Discussions avec la communauté "civic hacker";
- [Open Government Partnership country action plans](#) (plans d'action pays du Partenariat pour un gouvernement ouvert) qui contiennent des engagements explicites d'ouvrir des données. Voir également [specific Open Data Charter commitments](#) (les engagements spécifiques de la Charte sur données ouvertes) ainsi que [database of commitments](#) (la base de données générale des engagements) et [progress report](#) (le rapport d'avancement);
- Les rapports publiés par les médias, les revues académiques et politiques, et les organismes de développement et multilatéraux (par exemple [World Bank](#), la SFI, l'OCDE, la Banque africaine de développement).
- Des rapports régionaux tels que [Status of Open Data Initiatives in West Africa](#) (le statut des initiatives de données ouvertes en Afrique de l'Ouest), [African Open Data Conference Report](#) (le rapport sur la conférence africaine sur les données ouvertes), le rapport sur la révolution des données en Afrique ou [ICT policies database in Africa](#) (la base de données sur les politiques TIC en Afrique).
- Des listes de portails de données ouvertes du gouvernement connues, telles que [Open Data Inception](#).
- Des Communautés de données ouvertes régionales, telles que:

- Les chapitres et groupes de [Open Knowledge Network](#) (réseau connaissances ouvertes);
- [Africa Open Data](#), [Open Data for Africa](#), [Open Data Francophone](#), [Open Government in the Arab States](#), [Data-Driven Innovation](#) (Les données ouvertes de l'Afrique, les données ouvertes pour l'Afrique, l'Open Data francophone, le gouvernement ouvert dans les États arabes, l'innovation basée sur les données) dans les réseaux MENA et les réseaux [Open MENA](#).

R2) Dans quelle mesure existe-t-il une approche cohérente (ouverte) de la gestion et de la publication des données? [ADRR.2018.R.MANAG]

Preuves et critères de notation et seuils:

<p>Note > 0</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Il devrait y avoir au moins une description minimale des données publiées par le biais d'une description narrative, même si elle peut être utilisée de façon incohérente d'un organisme ou d'un ministère à l'autre.
<p>Note > 3</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Il devrait y avoir un minimum d'éléments de métadonnées de base communs et normalisés utilisés dans l'ensemble du gouvernement (par exemple : titre, source de données, date de publication et format). ● Des consultations publiques régulières sur les besoins et les préférences de l'utilisateur en matière de données sont menées (par l'intermédiaire de systèmes en ligne, de réseaux sociaux, d'ateliers, etc. Les demandes sont en cours de traitement et de réponse.
<p>Note > 5</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Il existe un ensemble de lignes directrices et de normes générales (y compris <i>les données hautement prioritaires, les métadonnées, les modèles de données, l'interopérabilité des données, les formats, les licences, les listes de codes et/ou les identificateurs</i>) pour la publication de données gouvernementales (ouvertes). Une méthodologie générale de base de gestion des données de l'Office national de la statistique pourrait également compter dans une certaine mesure. ● Des pratiques cohérentes de gestion du cycle de vie de l'information sont appliquées, ce qui garantit que les données sont régulièrement mises à jour et que les copies historiques des ensembles de données sont conservées. ● Des métadonnées complètes et lisibles par machine sont régulièrement fournies dans un format qui pourrait être facilement réutilisé.

Note > 8	<ul style="list-style-type: none">● Des options de formats multiples sont généralement disponibles pour chacun des jeux de données publiés, qu'ils soient lisibles par l'homme ou par machine.● Il devrait y avoir un inventaire unique et exhaustif des données (ouvertes) pour le gouvernement central, incluant idéalement aussi les justifications pour que les données ne soient pas divulguées.● Il devrait y avoir un processus de diffusion normalisé pour la publication des jeux de données, en tenant compte également des mises à jour futures. Les processus de publication des données sont documentés et partagés en ligne et des guides de l'utilisateur pour les données de référence sont disponibles.● Il existe un processus de contrôle de la qualité des données couvrant divers aspects tels que <i>l'exhaustivité, la granularité, l'actualité, la persistance</i>, etc. Les commentaires des utilisateurs sur la qualité des données publiées sont également demandés.
--------------------	--

Guide de recherche

Lors de la publication des données, peu importe qu'elles puissent être considérées comme strictement ouvertes ou non, on devrait s'efforcer de le faire de manière uniforme entre les différents organismes et départements pour aider les gens à les utiliser et à les comprendre. Les données doivent être entièrement décrites, le cas échéant, pour aider les utilisateurs à bien comprendre les données. Suivant [recommandations of the Open Data Charter](#) (les recommandations de la Charte des données ouvertes), cela peut inclure:

- La mise en œuvre de normes ouvertes et cohérentes relatives aux formats de données, à l'interopérabilité, à la structure et aux identificateurs communs lors de la collecte et de la publication des données;
- Des métadonnées de base cohérentes;
- Des informations pour comprendre la source, les forces, les faiblesses et les limites analytiques des données;
- Une documentation d'accompagnement qui est rédigée dans un langage clair et simple; et
- Des preuves de transparence sur la collecte de données, les normes et les processus de publication en documentant ces processus en ligne.

En même temps, les gouvernements doivent écouter les commentaires des utilisateurs de données pour améliorer l'étendue, la qualité et l'accessibilité des données qu'ils offrent. Cela pourrait prendre la forme d'une consultation publique, de discussions avec la société civile, de

la création d'un mécanisme de retour d'information sur le portail de données ou d'autres mécanismes appropriés.

Guide de source

- L'existence de directives gouvernementales sur la gestion des données et / ou la publication et les politiques sur les normes de données;
- Documentation des catalogues officiels de données ouvertes;
- Preuve de l'adoption de normes et de métadonnées de référence internationales (par exemple [DCAT](#), [DCAT-AP](#), [oData](#), [Best Practices for the Publication of Data on the Web](#), etc.);
- Discussions avec les membres du mouvement des données ouvertes, à la fois du gouvernement et de la société civile;
- Discussions avec des fonctionnaires travaillant dans des bureaux ou des projets de données ouvertes;
- Discussions avec la communauté "civic hacker";
- Discussions avec des entrepreneurs de données et des chercheurs;
- Les rapports publiés par les médias, les revues universitaires et politiques, et les organismes de développement et multilatéraux (par exemple [World Bank](#), IFC, OECD, la Banque Africaine de Développement, [African Data Revolution](#));
- [ICT policies database in Africa](#) (La base de données sur les politiques des TIC en Afrique).

R3) Dans quelle mesure existe-t-il un cadre juridique ou réglementaire solide pour soutenir l'ouverture des données mise en œuvre dans le pays? [ADRR.2018.R.DPL]

Preuves et critères de notation et seuils:

<p>Note > 0</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il devrait y avoir des preuves d'une politique légale ou réglementaire pour promouvoir la protection des données d'une certaine forme ou des déclarations de principe ont été faites que cette question sera abordée dans la politique gouvernementale, bien que la mise en œuvre reste faible. • Il devrait y avoir des preuves d'une certaine forme de droit légal ou réglementaire à l'information provenant du gouvernement ou des déclarations de politique ont été faites à l'effet que cette question sera abordée dans la politique gouvernementale, bien que la mise en œuvre demeure faible. Alternativement, il peut y avoir un statut de domaine public pour l'information du secteur public inscrit dans la loi sur le droit d'auteur.
---------------------------	---

<p>Note > 3</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il devrait y avoir des preuves que la politique juridique ou réglementaire qui promeut la protection des données est concise et utile dans la pratique. Des cas où elle a été utilisée et appliquée devraient être donnés. • Il devrait y avoir des preuves que le droit légal ou réglementaire à l'information est respecté lorsqu'il y a des demandes d'information, même si le temps de réponse peut être lent et la qualité de l'information fournie peut ne pas être aussi bonne que celle demandée.
<p>Note > 5</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le droit à la liberté d'expression est également respecté en protégeant ceux qui utilisent les données et les informations (ouvertes) du gouvernement pour identifier la corruption ou critiquer les gouvernements. • Il existe un organisme chargé de traiter les demandes de renseignements et de statuer sur les cas où les demandes d'information du gouvernement sont refusées. Le taux de réponse de cette agence est assez rapide (en quelques mois).
<p>Note > 8</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il devrait y avoir des preuves que la loi ou la réglementation qui promeut la protection des données non seulement existe mais a également été mise en œuvre dans la pratique, donne le <i>droit de choix/de consentement aux individus, donne le droit d'accéder et/ou de corriger ses données personnelles et/ou impose des responsabilités claires aux détenteurs d'informations</i>. • Conformément à la législation et aux normes en matière de protection de la vie privée, les données sont rendues anonymes avant leur publication, ce qui garantit que les données sensibles et personnellement identifiables sont supprimées au préalable. • Il devrait y avoir des preuves que les citoyens reçoivent généralement des réponses aux demandes d'information gouvernementale dans les délais prescrits par la loi RTI / FOI et au coût défini par la loi. Les réponses sont généralement de qualité acceptable. • Il existe un mécanisme de recours pour la protection des données contre les organismes privés et publics qui violent la confidentialité des données, avec une agence spécialisée. Ce rôle est pris au sérieux et il est prouvé que son travail est efficace et respecté.

Guide de recherche

L'indicateur de **protection des données** détermine si le régime de protection des données du

pays est non seulement disponible, mais également mis en œuvre de manière «efficace». Les exigences de base pour de solides régimes de protection des données comprennent les principales caractéristiques ci-dessous:

(1) **Large champ d'application** - ces règles devraient s'appliquer aux ensembles de données à caractère personnel et aux responsables du traitement des données dans les secteurs public et privé.

(2) **Le droit de choix / de consentement** - Les individus devraient normalement avoir le choix de savoir si leurs informations sont collectées. Il ne devrait y avoir que des exceptions limitées à cet égard lorsqu'il existe un intérêt supérieur, défini dans la loi, à la collecte de telles informations. Cela implique que les individus comprennent et sont clairement informés des pratiques d'information d'un organisme public ou privé avant la collecte de toute information personnelle. Cette notification doit décrire quelles informations sont proposées à recueillir et à retenir, qui les recueillera, comment les informations seront utilisées et qui y aura accès. Il devrait également être clair pour le sujet si la fourniture des informations demandées est volontaire ou requise par la loi et des conséquences du refus de fournir les informations demandées. Les informations ne doivent pas être utilisées à des fins incompatibles avec l'utilisation pour laquelle les informations ont été collectées à l'origine.

(3) **Le droit d'accès et de rectification** - Les individus devraient avoir le droit d'accéder à toute information détenue à leur sujet à des intervalles raisonnables et sans retard injustifié. Ils devraient également avoir le droit d'exiger du responsable du traitement qu'il corrige toute inexactitude ou supprime les données, le cas échéant.

(4) **Les responsabilités des détenteurs d'informations** - Les responsables du traitement des données doivent prendre des mesures raisonnables pour s'assurer que les informations qu'ils détiennent sont exactes et sécurisées. L'accès aux données devrait être limité conformément aux utilisations établies des données. Les transferts doivent être effectués uniquement à des tiers qui peuvent assurer le même respect des principes de protection des données. Les données devraient être détruites une fois que l'information n'est plus nécessaire pour les utilisations établies, ou convertie en forme anonyme. Pendant que l'information est conservée, des mesures appropriées doivent être prises pour assurer la confidentialité, l'intégrité et la qualité des données.

(5) **Le droit de recours** - Les individus devraient avoir le droit de recours contre les organismes publics et privés qui ne respectent pas les règles de protection des données en ce qui concerne les données les concernant. Les remèdes peuvent être fournis par l'autorégulation, les actions de droit privé et l'application par le gouvernement. La surveillance du système devrait être assurée par un organisme indépendant.

L'indicateur du **droit à l'information** détermine si les exigences de divulgation du pays sont non

seulement disponibles, mais également mises en œuvre de manière « efficace ». Les conditions de base pour qu'ils soient considérés comme "efficaces" sont de savoir si l'information:

- A. est disponible au public gratuitement ou à des coûts raisonnables / minimaux dans divers lieux (par exemple en ligne, dans les bureaux d'organismes gouvernementaux);
- B. peut être consultée par les citoyens dans un délai tel que défini par la loi; et
- C. répond à la demande spécifique, avec des explications sur le refus de divulguer des informations.

Pour un RTI parfait, il peut y avoir des exceptions dans lesquelles des informations ne sont pas divulguées pour protéger la sécurité nationale ou des intérêts publics clairement définis par la loi (par exemple, dossiers médicaux, orientation sexuelle, etc.), mais la raison juridique doit être clairement indiquée dans la réponse du gouvernement au citoyen qui a demandé l'information. Une publication proactive avec des formats réutilisables est également requise.

Guide de source

Vie privée

- Cet article de 2012 sur [Global Data Privacy Laws](#) (les lois mondiales sur la protection des données) donne une liste de 89 pays avec des lois sur la protection des données et les noms des lois pour aider à déterminer si une loi est effectivement appliquée;
- [State of Privacy Briefings](#) (Les briefings sur l'état des renseignements personnels) de Privacy International
- La législation nationale et supranationale sur la protection des données;
- Des entretiens avec des hauts fonctionnaires de la commission d'information ou de la commission de protection des données;
- Des entretiens avec des responsables d'ONG spécialisés dans les questions de protection des données et d'accès à l'information, ainsi que des journalistes d'investigation;
- Des experts en matière de confidentialité des données, de confidentialité de l'information ou d'accès à l'information, tels que les universitaires, les chercheurs et les groupes de réflexion;
- Des nouvelles et rapports publiés par les médias, les revues académiques et politiques, et les organismes de développement et multilatéraux (par exemple [World Bank](#), SFI, OCDE, la Banque africaine de développement).

RTI

- Des bases de données non exhaustives des lois sur le droit à l'information: [RTI Rating](#), [Constitutional provisions, laws and regulations](#), [Public Accountability Mechanisms](#) et [ICT](#)

- [policies database in Africa](#);
- [Access to Information Commitments](#) dans [OGP Action Plans](#). Voir aussi [database of commitments](#) et [progress report](#);
 - Des analyses régionales telles que [Global Integrity Access to Information & Openness](#) or the [State of Right of access to Information in Africa](#);
 - [freedominfo.org](#) en tant que portail unique qui décrit les meilleures pratiques et relie les efforts des défenseurs de la liberté de l'information dans le monde entier;
 - Des entretiens avec des responsables d'ONG spécialisés dans les questions d'accès à l'information et les journalistes d'investigation;
 - S'il existe une agence nationale chargée de traiter les demandes de refus d'accès à l'information, les chercheurs doivent interroger les responsables gouvernementaux qui travaillent pour cette agence afin d'avoir une idée des conditions dans lesquelles une agence refuse (ou donne) des informations;
 - Des rapports publiés par l'agence d'information, rapports de presse et publications des agences de développement / donateurs;
 - Des principes sur la sécurité nationale et le droit à l'information;
 - L'indice de la liberté de la presse classe 180 pays selon le niveau de liberté dont disposent les journalistes.

R4) Dans quelle mesure le gouvernement collabore-t-il avec la société civile et / ou les professionnels des technologies de l'information au sujet des données (ouvertes) du gouvernement? [ADRR.2018.R.CSOC]

Preuves et critères de notation et seuils:

<p>Note > 0</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il devrait y avoir des preuves d'une demande ou d'une utilisation minimale de données gouvernementales (ouvertes) par la société civile, le milieu universitaire et/ou les professionnels des technologies de l'information, mais ces actions peuvent provenir exclusivement d'une communauté active de développeurs (par exemple, une communauté open source) ou d'autres groupes de la société civile sans soutien gouvernemental.
<p>Note > 3</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il devrait y avoir des preuves de l'engagement et de l'interaction de certains utilisateurs de données, même si ce n'est que par l'utilisation de services en ligne pour interagir, communiquer et toucher la communauté en général (exemple : <i>blogs, réseaux sociaux</i>, etc.) • Il devrait y avoir une gamme d'interventions pour soutenir une culture d'innovation de données, y compris des <i>défis, des hackathons, des séances d'information</i>, mais le gouvernement n'est pas directement impliqué et son soutien peut être seulement testimonial le cas échéant.

<p>Note > 5</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le gouvernement déploie des efforts irréguliers mais proactifs vers l'engagement, tels que des <i>consultations publiques spécifiques</i> ou des <i>stratégies de communication</i> conçues pour sensibiliser la société civile aux avantages et aux possibilités des données (ouvertes). • Il existe des exemples d'initiatives d'innovation qui bénéficient de l'appui et de la participation du gouvernement, comme les <i>hack days</i>, les <i>concours</i> ou les <i>séances de co-création</i> au cours de l'année qui favorisent l'élaboration de jeu de données, de <i>visualisations</i>, d'<i>applications</i> et d'autres outils fondés sur les données gouvernementales. Deux ou plusieurs ministères ou organismes différents participent activement à l'exécution de ces mesures. • Il devrait y avoir des preuves de campagne(s) coordonnée(s) de la société civile demandant plus de données gouvernementales (ouvertes) ou travaillant avec les gouvernements pour promouvoir l'ouverture des données et créer de la valeur.
<p>Note > 8</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il y a au moins un événement national ou interrégional régulier avec la participation du gouvernement qui sert de forum de discussion sur l'état de la publication des données dans le pays. • Il devrait y avoir des incitations financières ou fonctionnelles importantes pour créer de nouveaux services et soutenir une série d'activités différentes soutenant l'utilisation novatrice des données gouvernementales, comme les <i>incubateurs</i>, les <i>programmes de financement</i>, les <i>laboratoires</i> et les <i>camps d'initiation aux données ouvertes</i>. • Des partenariats public-privé, avec la société civile, des organisations du secteur privé ou d'autres institutions multilatérales, sont à l'étude pour appuyer la diffusion de données gouvernementales (ouvertes) et maximiser l'impact grâce à une utilisation efficace et à des collaborations en matière de données. • Les organisations non gouvernementales commencent à contribuer à l'enrichissement des données gouvernementales avec de nouvelles données qu'elles collectent.

Guide de recherche

Les campagnes pour les données ouvertes sont souvent composées d'organisations de la société civile, de technologues de données, de professionnels de l'information, d'experts en informatique et de citoyens ordinaires qui plaident en faveur d'un meilleur accès aux données gouvernementales. **Nous avons besoin d'une brève description de l'écosystème actuel, y compris qui sont les principaux intervenants actuels.**

Les gouvernements peuvent adopter une gamme d'approches pour stimuler une culture de l'innovation autour des données ouvertes, notamment:

- Organiser des concours dans lesquels des prix sont offerts aux innovateurs qui créent des outils, des services ou des applications commerciales en utilisant des données ouvertes;
- Organiser des événements de [hackathon](#) qui invitent les développeurs à créer des prototypes d'outils et de services sur des événements d'un ou deux jours;
- Organiser des *incubateurs, des laboratoires et des camps d'initiation aux données ouvertes* spécifiquement destinés à soutenir les utilisations innovantes des données ouvertes;
- Offrir des subventions ou [innovation vouchers](#) (des bons d'innovation) visant spécifiquement à encourager les entreprises à s'engager dans des données ouvertes;

Les notes inférieures sont compatibles avec des activités ponctuelles et des interactions organisées avec des budgets minimaux et concentrés uniquement sur l'un des groupes, mais des notes plus élevées nécessitent une interaction plus large impliquant tous les différents groupes. Une note parfaite indique que les autorités gouvernementales reconnaissent ces campagnes organisées, consacrent des investissements pour soutenir l'innovation et engagent régulièrement des discussions avec les leaders communautaires et les représentants de ces différents groupes sur les données à publier, quand et sous quelles formes, en explorant également d'autres collaborations.

Guide de source

- Des preuves en ligne d'une communauté de données ouvertes, y compris des rapports d'événements et d'autres activités;
- Des discussions avec des spécialistes des données ouvertes dans des organisations de la société civile ou des particuliers qui dirigent des campagnes de données ouvertes, des activistes de données ouvertes, des responsables gouvernementaux impliqués dans des données ouvertes ou des entrepreneurs travaillant sur des données ouvertes dans le pays;
- Des discussions avec des fonctionnaires travaillant dans des bureaux ou des projets de données ouvertes;
- Des discussions avec des responsables d'ONG ayant une expertise en matière de questions ouvertes et d'accès à l'information, et des journalistes d'investigation;
- Rechercher des communiqués de presse gouvernementaux et des annonces sur le soutien aux activités d'innovation en matière de données ouvertes;
- Rechercher des communiqués de presse de donateurs, des documents de financement de projets et des annonces de soutien pour des activités d'innovation de données ouvertes;
- Rechercher de «hack days», de «boot camps sur les données ouvertes», de «concours sur les données ouvertes», de «open data challenges», de «hackathons sur les

- données ouvertes », de « laboratoires de données ouvertes », de « laboratoires d'innovation », et de vérifier si l'un d'entre eux a été soutenu par le gouvernement;
- Des rapports publiés par les médias, les revues académiques et politiques, et les organismes de développement et multilatéraux (par exemple: Web Foundation, Open Knowledge Foundation, Sunlight Foundation, etc.)
 - Des événements et des programmes mondiaux d'innovation des données ouvertes, tels que [annual open data day](#) (la journée annuelle des données ouvertes);
 - Des réseaux de recherche et d'innovation tels que [Open Data Research Network](#), [Open Data for Development Network](#) et [Open Data Innovations Network](#) ;
 - Des communautés de données ouvertes régionales, telles que:
 - Les chapitres et groupes de [Open Knowledge Network](#) ;
 - [Africa Open Data](#), [Open Data for Africa](#), [Open Data Francophone](#), [Open Government in the Arab States](#), [Data-Driven Innovation](#) dans la région MENA et les réseaux [Open MENA](#).

UTILISATION DES DONNÉES OUVERTES ET QUESTIONS D'IMPACT

Ces questions vous demandent d'évaluer la mesure dans laquelle il existe des preuves que la **publication de données (ouvertes) par le gouvernement** est utilisée et / ou a eu des impacts dans un certain nombre de domaines variés dans le pays. **Vous devriez chercher autant d'exemples de cas d'utilisation et d'histoires d'utilisateurs que possible** pour chacun des secteurs de cette section. Il convient de noter que, même dans le cas où un pays donné peut ne pas avoir d'initiative officielle ouverte en matière de données, il est encore possible d'utiliser certaines données ou d'avoir un impact à partir de données gouvernementales qui auraient pu être diffusées par d'autres moyens.

Remarque sur l' 'impact'

Mesurer l'impact est notoirement difficile. L'établissement d'un lien causal solide entre les données ouvertes et les changements particuliers dépasse clairement la portée d'une enquête comme le Baromètre. Cependant, aux fins du Baromètre, les affirmations faites dans des sources crédibles concernant les impacts possibles des données ouvertes constituent un indicateur indirect utile des domaines dans lesquels l'impact peut se produire, et permettent une comparaison initiale entre les pays.

Les affirmations sur l'impact vont au-delà des simples descriptions de l'endroit où les données ouvertes ont été utilisées. Par exemple, un journal peut indiquer que des données ouvertes ont été utilisées pour créer une application d'horaires d'autobus, pour visualiser le budget du pays, ou dans un hackathon axé sur les services publics. Ce n'est que lorsqu'elles sont liées à d'autres résultats, tels que les économies budgétaires, ou une utilisation accrue des transports publics, qu'une demande d'impact a été faite.

Vous devez vérifier soigneusement que l'utilisation et les impacts que vous citez peuvent raisonnablement être attribués à des données gouvernementales ouvertes du pays en question et diffusées par le gouvernement national ou fédéral. Par exemple, une application de crowdsourcing créée par une ONG pour surveiller les services publics peut contribuer à rendre un gouvernement plus efficace, mais si elle n'utilise pas les données ouvertes du gouvernement, vous ne devriez pas l'inclure dans votre analyse pour les besoins de ces questions. En revanche, si un gouvernement publie des données sur ses dépenses et que des tiers utilisent ces informations pour indiquer où le gouvernement pourrait utiliser ses ressources de manière plus efficace, il s'agirait d'un cas où des données publiques ouvertes pourraient avoir un impact.

Lorsque des exemples utilisent des données ouvertes provenant de l'extérieur du pays (par exemple une base de données de la Banque mondiale, d'un autre gouvernement ou d'un jeu de données mondiales) ou des données au niveau de la ville, ces exemples ne devraient pas compter pour des notes élevées, étant donné que des notes plus élevées ne sont disponibles que lorsque les données utilisées proviennent des données ouvertes du gouvernement national.

Les notes les plus élevées ne doivent être accordées que si au moins un article critique crédité attribue clairement des impacts mesurables aux données ouvertes. Il existe d'autres cas d'utilisation ou d'impact dans d'autres sources médiatiques et articles de blog crédibles **d'au moins trois secteurs différents** (par exemple la santé, l'éducation, le transport).

U1) Dans quelle mesure les données ouvertes ont-elles eu une utilisation notable et / ou un impact sur l'accroissement de l'efficacité et de la transparence du gouvernement? [ADRR.2018.UI.GOV]

Critères de notation

10	5	0
Les données ouvertes sont largement citées pour avoir contribué de manière significative à l'efficacité ou à la transparence du gouvernement, avec des preuves rigoureuses pour soutenir ces affirmations: par exemple une étude révisée par des pairs ou un audit gouvernemental montrant la contribution des données ouvertes à l'efficacité ou à la	Trois cas ou plus dans les médias ou des sources crédibles en ligne où les données ouvertes sont citées pour avoir contribué à accroître l'efficacité ou la transparence du gouvernement	Aucune preuve de l'utilisation ou de l'impact des données gouvernementales sur l'accroissement de l'efficacité et de la transparence du gouvernement.

transparence du gouvernement.		
-------------------------------	--	--

Guide de recherche

Les données ouvertes pourraient améliorer **l'efficience et l'efficacité** du gouvernement de plusieurs façons:

- En permettant aux services gouvernementaux de mieux planifier et cibler les ressources;
- En permettant à des acteurs extérieurs d'examiner minutieusement l'utilisation des ressources par le gouvernement et de mettre en évidence les zones d'économies;
- En permettant aux acteurs extérieurs de construire de nouveaux services en plus des données ouvertes qui fournissent des services publics plus efficaces;
- En soutenant la collaboration entre différents départements gouvernementaux;
- En effectuant des analyses de données pour identifier les modèles et développer de nouvelles approches basées sur les données pour une élaboration de politiques et une prestation de services plus éclairées;
- En croisant les données entre différents organismes publics pour produire du contenu, des services et des politiques partagés entre les administrations.

Les données ouvertes pourraient également améliorer **la transparence et la responsabilité** du gouvernement de plusieurs façons. Les exemples incluent des applications pour exploiter les données ouvertes concernant les budgets, le suivi des dépenses, l'approvisionnement, la fiscalité et l'élaboration de politiques, ainsi que les mécanismes de reddition de comptes tels que la divulgation financière, les restrictions en matière de conflits d'intérêts, les systèmes d'audit et les efforts de lutte contre la corruption, ou d'autres mesures comme :

- Soutenir le journalisme et le journalisme de données qui révèlent des dépenses inutiles, de la corruption ou d'autres actes répréhensibles de la part de ministères ou de fonctionnaires;
- Soutenir la création d'applications permettant aux citoyens de rendre compte de leur expérience des services gouvernementaux (par exemple, lorsqu'un annuaire d'écoles ou d'hôpitaux aide des tiers à élaborer une application de rapport de performance scolaire ou de santé pour les citoyens);
- Soutenir l'examen des décisions du gouvernement;
- Soutenir un plus grand engagement des citoyens dans l'élaboration des politiques.

Vous pouvez trouver d'autres façons dont les données ouvertes ont un impact sur l'efficacité et / ou la transparence du gouvernement en plus de celles-ci.

Guide de source

- Des discussions avec des experts en données ouvertes, des représentants du gouvernement, des ONG et des médias;
- Des rapports et études de cas de ministères, d'organisations internationales et d'ONG;
- Des reportages des médias nationaux ou internationaux;
- Des articles de blog et des discussions de forum;
- Des réseaux de recherche et d'innovation tels que [Open Data Research Network](#) [Open Data for Development Network](#) et [Open Data Innovations Network](#);
- Des référentiels de revues de recherche, tels que [Google Scholar](#) or [Open Data Research Network Bibliography](#);
- Des référentiels d'études de cas d'impact de données ouvertes et d'exemples d'utilisation tels que [Open Data's Impact](#), [Open Data in Developing Countries report](#), [Open Governance Research Exchange](#), [Open Data Impact Map](#) ou [curated by the GovLab](#).

U2) Dans quelle mesure les données ouvertes ont-elles eu une utilisation et / ou un impact notables pour accroître l'inclusion des groupes marginalisés dans l'élaboration des politiques et l'accès aux services gouvernementaux? [ADRR.2018.UI.INC]

Critères de notation

10	5	0
Les données ouvertes sont largement citées pour avoir apporté une contribution significative à l'inclusion des groupes marginalisés, avec des preuves rigoureuses pour soutenir ces affirmations: par exemple, une étude révisée par des pairs montrant la plus grande inclusion d'au moins un groupe marginalisé.	Trois cas ou plus dans les médias ou des sources crédibles en ligne où des données ouvertes sont citées pour avoir permis à des groupes marginalisés de participer à l'élaboration de politiques ou à l'accès aux services gouvernementaux.	Aucune preuve de l'utilisation ou de l'impact des données gouvernementales sur l'augmentation de l'inclusion des groupes marginalisés dans l'élaboration des politiques et l'accès aux services gouvernementaux.

Guide de recherche

Toutes les sociétés ont certains groupes qui sont marginalisés. **Cela peut se baser sur l'âge, le sexe, la race, la tribu, la caste, la classe sociale, le handicap, l'emplacement géographique et le niveau de pauvreté ou d'inégalité en général.** Bien que ces groupes ne soient pas explicitement interdits d'accéder et d'utiliser des données ouvertes du gouvernement, ils ne peuvent pas toujours y avoir un accès effectif.

On a toutefois fait valoir que les données ouvertes peuvent mener à une élaboration de politiques et à des services gouvernementaux plus inclusifs. Cela peut se faire par l'utilisation directe de données ouvertes par des groupes marginalisés, ou par le travail d'organisations intermédiaires qui soutiennent des groupes marginalisés pour accéder et utiliser des données, ou qui utilisent des données pour faire campagne pour une plus grande inclusion des groupes marginalisés dans la prise de décision ou la réception des avantages des services publics.

Guide de source

- Des discussions avec des experts en données ouvertes, des représentants du gouvernement, des ONG et des médias;
- Des rapports et études de cas de gouvernements, d'organisations internationales et d'ONG;
- les reportages des médias nationaux ou internationaux;
- les articles de blog et les discussions de forum;
- Des réseaux de recherche et d'innovation tels que [Open Data Research Network](#), [Open Data for Development Network](#) et [Open Data Innovations Network](#);
- Des référentiels de revues de recherche, tels que [Google Scholar](#) ou [Open Data Research Network Bibliography](#);
- Des référentiels d'études de cas d'impact de données ouvertes et d'exemples d'utilisation tels que [Open Data's Impact](#), [Open Data in Developing Countries report](#), [Open Governance Research Exchange](#), [Open Data Impact Map](#) ou [curated by the GovLab](#)

U3) Dans quelle mesure les données ouvertes ont-elles eu un effet positif notable et / ou un impact sur l'économie du pays et l'esprit d'entreprise? [ADRR.2018.UI.ECON]

Critères de notation

10	5	0
Des preuves rigoureuses et claires d'une contribution des données ouvertes à toute une gamme de nouvelles formes d'activité économique et / ou de croissance économique et / ou d'entrepreneuriat et / ou de nouvelles entreprises; par exemple, une étude évaluée par des pairs montrant un impact positif sur la croissance économique dans	Plusieurs cas dans les médias ou des sources crédibles en ligne où des données ouvertes sont citées pour avoir contribué à la croissance économique et / ou à l'entrepreneuriat dans au moins trois secteurs différents. Il existe quelques exemples d'applications commerciales, de sites Web ou d'autres entreprises	Aucune preuve de l'utilisation ou de l'impact des données gouvernementales sur l'économie et l'entrepreneuriat du pays.

<p>un certain nombre de secteurs. Il existe plusieurs exemples de nouvelles entreprises basées sur des données ouvertes, employant du personnel et / ou attirant des investissements externes importants.</p>	<p>construits avec des données ouvertes. Il s'agit d'entreprises de niche ou à petite échelle.</p>	
---	--	--

Guide de notation

Les données ouvertes peuvent avoir un impact sur l'économie de plusieurs façons. Par exemple:

- En aidant les entreprises existantes à réduire leurs coûts ou à devenir plus efficaces (par exemple, en utilisant les données météorologiques ou de transport pour mieux planifier leurs opérations)
- En soutenant une meilleure planification économique.

Vous pouvez également consulter [a range of existing open data business models](#) (un éventail de modèles d'entreprise de données ouvertes existants). Une utilisation entrepreneuriale des données ouvertes implique une entreprise qui :

- Reçoit des revenus de ses produits et services, et
- Utilise les données publiques ouvertes comme ressource clé pour son activité.

Veillez à distinguer les activités basées sur **les données gouvernementales ouvertes** (citant explicitement certains jeux de données ouvertes comme une entrée clé dans leur travail) des entreprises basées sur des logiciels open source. Le logiciel Open source est distinct des données ouvertes, et les entreprises open source ne comptent pas pour la notation.

Il existe également de nombreux articles concernant la contribution potentielle des données ouvertes à la croissance économique, mais pour les meilleures notes, les études ou les sources crédibles citées devraient concerner la croissance économique réelle plutôt que les prévisions des impacts économiques potentiels des données ouvertes.

Guide de source

- Des discussions avec des entreprises, des experts en données ouvertes, des responsables gouvernementaux, des ONG et des médias;
- Des rapports et études de cas de ministères, d'organisations internationales et d'ONG;
- Les reportages des médias nationaux ou internationaux;
- Les articles de blog et les discussions de forum;

- Des réseaux de recherche et d'innovation tels que [Open Data Research Network](#), [Open Data for Development Network](#) et [Open Data Innovations Network](#);
- Des référentiels de revues de recherche, tels que [Google Scholar](#) ou [Open Data Research Network Bibliography](#);
- Référentiels d'études de cas d'impact de données ouvertes et d'exemples d'utilisation tels que [Open Data's Impact](#), [Open Data in Developing Countries report](#), [Open Governance Research Exchange](#), [Open Data Impact Map](#) ou [curated by the GovLab](#).